



Communiqué de presse

Le 8 mars, en grève féministe pour gagner l'égalité !

En ce 8 mars, la FSU exprime toute sa solidarité internationale pour toutes les femmes et les peuples qui luttent dans les conflits armés toujours plus dévastateurs pour les femmes et les filles, pour toutes celles et ceux qui luttent contre les régimes autoritaires et fanatiques qui bafouent nos droits les plus fondamentaux, contre les extrêmes droites qui érigent la xénophobie et le racisme en étendard pour diviser et masquer leur politique anti-sociale et masculiniste, contre les gouvernements qui mènent des politiques libérales qui détruisent notre planète comme nos systèmes de solidarité et appauvrissent toujours plus les femmes. Solidaires de celles et ceux qui luttent pour un monde de paix, de justice sociale et de solidarité, nous voulons des sociétés plus démocratiques, égalitaires, féministes et écologistes.

En France, le chemin vers l'égalité entre les femmes et les hommes est encore long. La victoire historique obtenue par la constitutionnalisation du droit à l'IVG, dont nous ne pouvons que nous féliciter, ne doit pas nous faire perdre de vue que nous devons continuer à mener les luttes pour l'égalité avec opiniâtreté, notamment pour l'égalité professionnelle et salariale. Avec un écart de salaires qui demeure de plus de 400 euros en moyenne entre les agents et les agentes dans la Fonction publique à travail égal et des pensions de droit direct inférieures de 40 % pour les agentes, il devient urgent de revaloriser nos métiers largement féminisés, de mettre fin à la précarité, aux temps partiels imposés et à l'augmentation de la part de la rémunération au mérite dans nos rémunérations. Au moment où dans les différents ministères, les discussions se mènent pour renouveler les plans d'action pour l'égalité entre les femmes et les hommes, la FSU revendique des mesures et des moyens ambitieux permettant de résorber les écarts de salaires entre les femmes et les hommes. Pour cela, des politiques plus volontaristes et un budget conséquent doivent y être consacrés.

Dans l'immédiat, l'État employeur serait bien inspiré de suivre l'impulsion donnée par d'autres employeurs (entreprises, associations ou collectivités) concernant la prise en compte de la santé menstruelle des femmes en instaurant un congé spécifique pour les agentes de la Fonction publique sans jour de carence et sans justificatif médical. La FSU revendique la prise en compte de la spécificité de la santé des femmes au travail et la conquête de droits à absence notamment lors des périodes menstruelles.

Le propos martial du président Macron sur le « réarmement démographique » donne des gages supplémentaires à la droite et aux extrêmes droites - rejoignant clairement les thèses nauséabondes du prétendu « grand remplacement ». Nous combattons cette misogynie profondément réactionnaire et toute volonté de s'approprier nos ventres au prétexte d'une obsession nataliste et nationaliste.

Contre leur vision élitiste de l'Égalité, nous continuerons de nous attaquer aux racines des inégalités et en y opposant des revendications urgentes, en particulier l'abrogation de la loi immigration, la régularisation de toutes les femmes sans-papiers qui travaillent ici et des moyens financiers pour mener des politiques publiques en faveur de l'emploi, de l'égalité salariale femmes/hommes, de lutte contre les violences sexistes et sexuelles mais aussi d'accès à l'éducation et à la santé.

Contre leur volonté de démanteler les services publics et de dégrader toujours plus les conditions de travail des personnels, contre les politiques d'austérité, la FSU appelle à la grève féministe le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, et à être présent·es dans les mobilisations pour exiger des mesures immédiates et ambitieuses pour toutes les femmes.

Faire avancer les droits des femmes c'est faire avancer les droits de toutes et de tous et construire des sociétés justes, solidaires et démocratiques.

Bagnolet, le 6 mars 2024